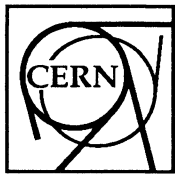


Bulletin ASSOCIATION du PERSONNEL STAFF ASSOCIATION



Siège: Genève, Suisse
Seat: Geneva, Switzerland

Les informations paraissant dans la rubrique "Association du Personnel" sont publiées sous la seule responsabilité de l'Association du Personnel du CERN.

The information presented in the Staff Association section of the Bulletin is published under the sole responsibility of the CERN Staff Association.

STAFF_ASSOCIATION@MACMAIL.CERN.CH

Tel. 2819/4224

9 juin 1992

RÉUNIONS DE JUIN DU COMITÉ DES FINANCES, DU COMITÉ DU CONSEIL ET DU CONSEIL

Comme chaque année, vers la fin juin, le Comité des Finances, le Comité du Conseil et le Conseil du CERN tiendront des réunions importantes pour la vie et l'avenir de notre Organisation. Ces réunions auront lieu les 24, 25 et 26 juin. Cette année, plusieurs sujets doivent particulièrement être surveillés.

1.- Un nouvel Etat membre: le CERN a vu l'arrivée récente de plusieurs nouveaux Etats membres et de plusieurs Etats avec le statut d'observateur: sont devenus Etats membres, la Finlande le 1er janvier 1991, la Pologne le 1er juillet 1991, la République fédérative tchèque et slovaque, le 1er janvier 1992. Cette année, c'est la République de Hongrie qui deviendra probablement Etat membre du CERN, à dater du 1er juillet 1992, portant ainsi leur nombre à dix-huit.

Les Etats ayant le statut d'observateur: outre la Yougoslavie et la Turquie qui ont le statut d'observateur depuis de nombreuses années, ainsi d'ailleurs que les Communautés européennes et l'UNESCO, l'URSS et l'Etat d'Israël ont acquis ce statut en juin 1991.

Depuis lors, l'URSS a cessé d'exister et c'est la Fédération de Russie qui a repris sa représentation internationale.

La Yougoslavie, elle aussi, n'existe plus comme avant: son cas est plus critique et plus compliqué; on ne sait pas très bien à qui est reconnu le droit de reprendre la représentation internationale de la Yougoslavie. De plus, au vu des événements tragiques que vous connaissez tous, le Conseil de Sécurité des Nations Unies vient d'approuver sa Résolution 757, décrétant un embargo sur les relations avec la Serbie et le Monténégro; cet embargo s'applique, entre autres, aux relations culturelles, scientifiques et techniques, donc aux relations avec le CERN. La Yougoslavie sera-t-elle représentée au Conseil du CERN en juin? et par qui?

2.- Estimations budgétaires: comme chaque année au mois de juin, la Direction présente un document sur les activités scientifiques et les estimations budgétaires pour les quatre années suivantes, cette fois-ci pour 1993-1996. Normalement le Conseil prend ses décisions à leur sujet à sa réunion de juin, qui est donc très importante.

Les propositions pour la partie "personnel" sont en diminution importante pour 1994 et 1995, d'où une diminution considérable de l'effectif. Nous avons déjà protesté en 1991 contre l'insuffisance du budget du personnel et l'exagération de la diminution d'effectif (voir notre article dans le Bulletin hebdomadaire n° 24/91, du 10 juin 1991).

La réduction d'effectif déjà réalisée depuis 1988 conduit à des difficultés dans de nombreux secteurs du CERN; vous avez pu le constater vous-mêmes dans vos Divisions et dans vos groupes. Ceci est dû au fait que le budget du matériel est augmenté au détriment du budget du personnel. Cette économie apparente est fallacieuse: nous devons répéter que le personnel est la plus grande richesse du CERN, que les machines ne fonctionnent pas toutes seules et que la recherche scientifique passe par un budget du personnel suffisant et un personnel compétent et motivé.

Puisque le Directeur associé pour la prévision et la planification vient d'être nommé et de commencer un inventaire des ressources et des besoins, on aurait pu s'attendre à ce que cette réduction soit suspendue en attendant ses conclusions.

3.- Arbitrage EUROLEP: comme le savez tous probablement, un Tribunal d'arbitrage a enjoint au CERN à verser une somme importante au consortium EUROLEP qui a construit la majeure partie du tunnel du LEP. La Direction a demandé aux Etats membres de contribuer à ce versement; en juin, nous saurons mieux l'effort qu'ils ont ou vont faire à cet égard. Des décisions seront alors prises qui pourraient conduire à des arrêts des accélérateurs, en plus des arrêts prévus ... et imprévus.

4.- Le groupe Strohal: en décembre de l'année dernière, le Conseil a créé un groupe interne dont l'Association ne fait pas partie. Ce groupe examine, semble-t-il, les conditions d'emploi au CERN. On a refusé de nous montrer son mandat écrit. Nous savons qu'il s'est réuni début mai et début juin, mais sans avoir de renseignements sur ses débats. Le Conseil, en décembre, a décidé que, le moment venu, la Direction et l'Association seraient impliquées dans les discussions découlant des travaux de ce groupe, mais nous ne savons pas ni quand ni comment.

Entre-temps, l'Association a rappelé au Président du Conseil et au Directeur général que le Conseil a créé, en 1988, un Comité consultatif tripartite (avec l'Association) permanent sur les conditions de l'emploi au CERN (TRACE). Nous avons demandé formellement sa réactivation. Nous n'avons pas reçu de réponse à ce jour.

Le groupe Strohal fera vraisemblablement un rapport, au moins oral, au Comité du Conseil en juin, et ceci nous concerne tous.

5.- Un nouveau Directeur général. Notre Directeur général actuel, le Professeur Carlo Rubbia, a été nommé par le Conseil jusqu'au 31 décembre 1993. Dans plusieurs déclarations publiques, citées par la Presse internationale, il a fait savoir qu'il ne voulait pas exercer un nouveau mandat: comme il l'a déclaré dans un entretien rapporté dans The Wall Street Journal Europe (16 avril 1992), il veut respecter la vieille tradition du CERN selon laquelle un Directeur général n'exerce qu'un seul mandat. L'Association, elle aussi, est très attachée au respect de cette tradition, conforme au caractère international de notre Organisation.

Selon le calendrier habituel dans ces circonstances, le Comité du Conseil commence des discussions sur la nomination du nouveau Directeur général en juin, pour décision par le Conseil en décembre.

* * * * *

DERNIERE MINUTE

Nous venons d'être informés que le Président du Conseil, et ses deux vice-présidents, recevra le Président et les deux vice-présidents de l'Association du personnel le 23 juin prochain.

* * * * *

JUNE MEETINGS OF THE FINANCE COMMITTEE, COMMITTEE OF COUNCIL AND COUNCIL

As usual, towards the end of June, the Finance Committee, the Committee of Council and the CERN Council will hold meetings which are important for the life and future of our Organization. These meetings will take place on the 24th, 25th and 26th June. This year, special attention must be paid to several subjects.

1. A new Member State

CERN has recently welcomed several new Member States and Observer States: as Member States, Finland 1st January 1991, Poland 1st July 1991, the Czech and Slovak Federal Republic 1st January 1992. This year, the Republic of Hungary will probably become a Member State of CERN from the 1st July 1992, bringing their number to eighteen.

Observer States

In addition to Yugoslavia and Turkey which have been observers for many years, as well as the the Commission of the European Communities and UNESCO, the USSR and Israel acquired this status at the June 1991 Council.

Since then, the USSR has ceased to exist and it appears that Russian Federation has taken over its international representation.

Yugoslavia also no longer exists in its old form, its case is more critical and complicated; it is not very clear who now is recognized as having the right to represent internationally Yugoslavia. Furthermore, following the tragic events of which you are all aware, the Security Council of the United Nations has approved Resolution 757, decreeing an embargo on relations with Serbia and Montenegro. This embargo applies to cultural, scientific and technical relations, hence, amongst others, relations with CERN. Will Yugoslavia be represented at the CERN Council in June, and if so, by whom?

2. Budget estimates

As usual in June, the Management will present a document on the scientific activities and budget estimates for the next four years, this time for 1993-1996. Usually the Council takes its decisions on this matter at its June session, which is therefore very important.

The proposals for the "personnel" part show an important decrease for 1994 and 1995 which will entail a considerable decrease in staffing levels. We have already protested in 1991 against the inadequacy of the personnel budget and the exaggerated rundown of staffing levels (see our article in Bulletin N°25 /91, dated 17th June 1991).

The decrease in staffing levels made since 1988 have already led to difficulties in many sectors at CERN; this you know yourselves in your Divisions and in your Groups. This is due to increasing the materials budget at the expense of the personnel budget. This apparent economy is fallacious; we must repeat that the greatest asset of CERN is its personnel, machines do not work by themselves, scientific research needs an adequate personnel budget and competent and motivated staff.

Because the Associate Director for Forecast and Planning has recently been appointed and has started an inventory of resources and needs, this decrease should be suspended awaiting the conclusions.

3. EUROLEP arbitration

As you all probably know, an arbitration Tribunal has directed CERN to pay an important sum of money to the EUROLEP consortium which built the major part of the LEP tunnel. The management has asked the Member States to contribute to this payment; in June, we shall know better how much they done or plan to do to help. Then decisions will have to be taken which could lead to stopping the accelerators, in addition to the stops foreseen... and unforeseen.

4. The Strohal Group

Last December, the Council created an internal group in which the Association is not present. This group, it seems, is examining employment conditions at CERN. Our request to see its mandate has been refused. We know that the group met at the beginning of May and the beginning of June, but we have no details on the discussions. The Council, in December, decided that, at the appropriate time, the Management and the Association would be involved in the discussions resulting from the work of this group, but we do not know when and how.

In the meantime, the Association has reminded the President of Council that the Council created, in 1988, a standing consultative tripartite Committee (with the Association) on employment conditions at CERN (TRACE). We have formally requested that it be reactivated. Until now we have received no reply.

It seems likely that the Strohal group will at least make an oral report to the Committee of Council in June, and that concerns all of us.

5. A new Director General

Our present Director General, Professor Carlo Rubbia, was appointed by the Council until the 31st December 1993. In several public statements, reported by the international Press, he has made it known that he does not want a further mandate: for example in an interview quoted in The Wall Street Journal Europe (April 16, 1992) he stated he doesn't plan to break a long tradition of single-term CERN chiefs. The Staff Association, also is a strong believer in this tradition, which conforms to the international character of our Organization.

According to the usual time-table in such cases, the Committee of Council will start the discussions on the nomination of the new Director General in June, and the decision will be taken in the December Council meeting.

* * * * *

STOP PRESS

We have just been informed that the President of Council, and his two Vice-Presidents will receive the President and the two Vice-Presidents of the Staff Association on the 23rd June.

* * * * *